

Réunion du Conseil départemental d' Avril 2024

Délibération N° CD-avril 2024-4-33

Séance du 04 avril 2024 (Matin)

L'An deux mille vingt-quatre, le 04 avril à 10 h 00, s'est réuni sous la présidence de Claude RIBOULET, Président, le Conseil départemental de l'Allier composé des Conseillers départementaux suivants :

Jean-Sébastien LALOY, Marie CARRE, Cécile DE BREUVAND, André BIDAUD, Anne-Cécile BENOIT-GOLA, Roger LITAUDON, Annie CORNE, Fabrice MARIDET, Evelyne VOITELLIER, Stéphane ABRANOWITCH, Christine BURKHARDT, François BROCHET, Julien CARPENTIER, Elisabeth CUISSET, Christophe DE CONTENSON, Isabelle GONINET, Sylvie SARTIRANO, Jean LAURENT, Anne SAINT-JULIEN, Romain LOPEZ, Nicole TABUTIN, Isabelle USSEL-MICHAUD, Jacques DE CHABANNES, Martine ARNAUD, Jean-Marc DUMONT, Pascale FOUCAULT, Marc MALBET, Marie-Françoise LACARIN, Pascal PERRIN, Pascale LESCURAT, Bernard POZZOLI,

Membres représentés :

Christian CHITO par Sylvie SARTIRANO, Joëlle BARLAND-LAPORTE par Christophe DE CONTENSON, Jean ALMAZAN par Elisabeth CUISSET, Véronique POUZADOUX par André BIDAUD, Jean-Marc GERMANANGUE par Isabelle GONINET

Membres excusés :

Juliette WERTH

Secrétaire de séance

Jean-Sébastien LALOY,

VOTE : adopté à la majorité

Les élus du Groupe Gauche Démocrate et Citoyenne ayant voté contre et les élus non-inscrits s'étant abstenus.

OBJET : Projet de budget primitif 2024 du budget principal et des budgets annexes

Le Conseil départemental,

Sur le rapport du Président du Conseil départemental,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 2003-132 du 19 février 2003 portant réforme des règles budgétaires et comptables applicables aux départements,

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

Vu la loi n°2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57,

Vu la délibération du Conseil départemental du 15 février 2024 relative au rapport d'orientations budgétaires 2024,

Vu l'avis de la Commission du Conseil départemental pour les Ressources et le Soutien à l'Economie,

Vu l'avis de la Commission du Conseil départemental pour le Développement du Territoire,

Vu l'avis de la Commission du Conseil départemental pour les Solidarités, la Santé et les Sports,

Vu l'avis de la Commission du Conseil départemental pour l'Education et Vitalité des Territoires,

DELIBERE :

Article 1 :

Le budget primitif du budget principal 2024 du Département est voté par l'Assemblée départementale, en mouvements budgétaires :

- en investissement : 175 857 057,42 €
- en fonctionnement : 468 786 763,07 €
- au total : 644 643 820,49 €

Le budget principal 2024 est voté en M57 par nature :

- au niveau du chapitre pour la section d'investissement,
 - au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement,
- sans spécialisation d'article.

Article 2 :

Les dépenses relatives à l'article « Réceptions » rattachées au chapitre globalisé 011 à la fonction 0 et à la sous-fonction 0202 dans la présentation fonctionnelle, peuvent être soit mandatées directement au créancier, soit faire l'objet d'un remboursement aux personnes qui auraient réglé par anticipation. Ce dernier point ne peut concerner que le Président du Conseil départemental, les Vice-présidents, le Directeur Général des Services et le Directeur de Cabinet.

Article 3 :

Le Conseil départemental autorise le Président du Conseil départemental à procéder à des virements de crédits entre chapitres de même section, en dehors des sessions budgétaires, dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de la section, pour le budget principal du Département et le budget annexe Paléopolis. Les crédits relatifs aux dépenses de personnel sont exclus du périmètre d'application.

L'Assemblée départementale sera informée des mouvements de crédits lors de la présentation du rapport relatif au compte rendu des décisions du Président présenté à la Commission Permanente la plus proche.

Article 4 :

Le budget annexe 2024 du Service d'archéologie préventive (SAP) est présenté en suivant les principes de la nomenclature M4 et équilibré en mouvements budgétaires :

- en investissement : 38 500,00 €
- en exploitation : 2 096 941,00 €
- au total : 2 135 441,00 €

Il est voté au niveau du chapitre en investissement et en fonctionnement sans spécialisation d'article.

Il est assujéti partiellement à la TVA.

Le coefficient provisoire de déduction de TVA pour 2024 est de 0,48.

Article 5 :

Le budget annexe 2024 du Bureau départemental de la qualité de l'eau (BDQE) est présenté en suivant les principes de la nomenclature M4 et équilibré en mouvements budgétaires :

- en investissement : 30 500,00 €
- en exploitation : 1 680 447,24 €
- au total : 1 710 947,24 €

Il est voté au niveau du chapitre en investissement et en fonctionnement sans spécialisation d'article.

Il est assujéti partiellement à la TVA.

Le coefficient provisoire de déduction de TVA pour 2024 est de 0,24.

Article 6 :

Le budget annexe 2024 de Paléopolis est voté par l'Assemblée départementale en mouvements budgétaires :

- en investissement : 0,00 €
- en fonctionnement : 1 532 510,00 €
- au total : 1 532 510,00 €

Le budget annexe 2024 de Paléopolis est voté en M57 par nature :

- au niveau du chapitre pour la section d'investissement,
 - au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement,
- sans spécification d'article.

Le coefficient provisoire de déduction de TVA pour 2024 est de 0,52.

Article 7 :

Le budget annexe de Paléopolis est équilibré avec une participation du budget principal estimé au budget primitif à hauteur de 716 505 €.

Article 8 :

Le budget annexe 2024 Photovoltaïque est présenté en suivant les principes de la nomenclature M4 et équilibré en mouvements budgétaires :

- en investissement : 431 397,77 €
- en exploitation : 64 700,00 €
- au total : 496 097,77 €

Il est voté au niveau du chapitre en investissement et en fonctionnement sans spécialisation d'article. Il est assujéti partiellement à la TVA et régi par le principe fiscal de la livraison à soi-même.

Article 9 :

Par délibération en date du 11 mai 2021, le Département a pris des participations au capital de la Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) Railcoop à hauteur de 1 690 parts de 100 €, soit une valeur totale de participation de 169 000 €. La SCIC a été placée en procédure de redressement judiciaire en date du 16 octobre 2023 avec une période d'observation jusqu'au 19 février 2024 et une prochaine audience le 15 avril 2024. Dans ce cadre, le Conseil départemental décide de constituer une provision à l'article comptable 6866 (dotations aux dépréciations des éléments financiers) à hauteur de 169 000 €.

*Extrait certifié conforme à l'original,
Pour le Président du Conseil départemental,
et par délégation,
Le Directeur de l'Administration générale*

Miloud BELMEKKI